

Mission(s)	
AVIEX_HAND, AVIEX_SECU	
Nos références	Date
420T252M ¹ (420-T-2025-0021)	06/06/2025

ST ETIENNE UJM SERVICE SANTE
ETUDIANTS (SSE) AU R2 D UN LOCAL
EXISTANT

AVIS SUR EXISTANT ET SUR FAISABILITÉ
D'AMÉNAGEMENT N°2
Sécurité et accessibilité



Envoi	UNIVERSITE JEAN MONNET - Berne Ingrid	Maître d'ouvrage	ingrid.berne@univ-st-etienne.fr
-------	---------------------------------------	------------------	---------------------------------

Le chargé d'affaire,
Brice JACQUEMONT

Le présent rapport annule et remplace le Avis sur existant n°1 du 10/04/2025.
Motif : Sondage complémentaire aux travers des faux plafonds

SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT.....	3
II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	3
III - AUTEURS DU RAPPORT.....	4
IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....	4
IV.1 - Désignation des intervenants.....	4
IV.2 - Description sommaire et adresse des constructions concernées.....	4
IV.3 - Référentiel et limite des investigations.....	4
IV.4 - Conditions de l'intervention.....	4
V - DOCUMENTS MIS A DISPOSITION.....	5
VI - CONCLUSION GENERALE.....	6
VII - RECAPITULATIF DES AVIS NON SATISFAISANTS ET NON VERIFIES.....	7
VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES.....	8
VIII.1 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant.....	9
VIII.2 - Classement et référentiel.....	13
VIII.3 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie.....	15
VIII.4 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations.....	19

I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule dans le cadre de l'avis sur existant défini en tête du rapport et ci-dessous.

Il s'agit d'aider à la prise de décision pour l'aménagement d'un local de santé étudiant dans un bâtiment existant, au 2d étage d'un immeuble de bureau.

Le présent rapport annule et remplace le Avis sur existant n°1 du 10/04/2025.

Motif : Sondage complémentaire aux travers des faux plafonds

II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés suite à la visite des lieux et à l'inspection des ouvrages et des équipements visés au contrat n° 420-T-2025-0021. Les domaines sur lesquels portent l'avis sur existant sont les suivants :

- Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant
- Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations
- Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie

La mission consiste uniquement à émettre des avis et fournir des informations. BUREAU ALPES CONTRÔLES ne se substitue pas aux autres intervenants nécessaires ou obligatoires pour mener à bien un projet et réaliser des travaux: maîtres d'œuvre, architectes, bureaux d'étude, économistes, entreprises. Ainsi le rapport émis par BUREAU ALPES CONTRÔLES ne constitue pas et ne doit pas être utilisé en tant qu'étude de conception, étude de diagnostic tel que prévu par l'article R.2431-19 du Code de la Commande Publique. Les principes de solution qui peuvent être contenues dans le rapport ne sont en aucun cas exhaustifs ou restrictifs, et il appartiendra aux autres intervenants qui en ont la responsabilité de définir et mettre en œuvre les travaux adéquates.

Il ne s'agit pas d'une mission de contrôle technique : la vérification des travaux réalisés pendant ou après l'intervention, sur l'objet de la mission, n'est pas comprise dans la présente mission.

Par ailleurs, BUREAU ALPES CONTRÔLES ne réalise ni expertise judiciaire, ni expertise assurantielle, et le rapport émis ne constitue pas un rapport d'expertise.

Il a appartenu au maître d'ouvrage de communiquer à BUREAU ALPES CONTROLES toutes les informations et documents dont il avait connaissance, relatifs aux ouvrages objet de la mission (historique de la construction, plans, descriptifs, relevés, études géotechniques, description des incidents, plans de projet ou modifications envisagées ...). Les documents communiqués sont listés dans le présent rapport.

Sauf précision apportée en contrat ou dans le présent rapport, il n'a pas été réalisé de sondage destructif et la mission n'a comporté qu'un examen visuel des parties d'ouvrage observables lors de notre (nos) visite(s).

III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Brice JACQUEMONT

IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

IV.1 - Désignation des intervenants

Maître d'ouvrage

UNIVERSITE JEAN MONNET

10 RUE TREFILERIE

42100 SAINT-ÉTIENNE

IV.2 - Description sommaire et adresse des constructions concernées

Plateau du 2d niveau du 21 rue Ponchardier à ST ETIENNE

IV.3 - Référentiel et limite des investigations

- Sécurité des personnes en cas d'incendie (ERP) : Bien que s'agissant d'un établissement existant, et comme convenu en contrat, le référentiel pris en compte pour l'avis sur existant est celui applicable à la date de notre première visite sur site (10/4/25)

- Sécurité des personnes en cas d'incendie (code du travail) : S'agissant d'un établissement existant, le référentiel pris en compte est le code du travail applicable au 10/4/25

- Le référentiel utilisé pour l'accessibilité handicapé dans les ERP est la réglementation en vigueur au 10/4/25

IV.4 - Conditions de l'intervention

Date de la(des) visites(s) : 10/04/2025

Matériel particulier utilisé : mètre ruban

Locaux non visitables ou inaccessibles lors de la visite : locaux hors du niveau 2

Installations ou équipements hors service lors de la visite : Aucun équipement en service lors de la visite

V - DOCUMENTS MIS A DISPOSITION

En complément de nos propres investigations, nous avons pris en compte les documents suivants:

- Plans - Réception : 10/04/2025

Plans d'aménagements projetés - faisabilité

VI - CONCLUSION GENERALE

A l'issue de la mission telle que définie dans le présent rapport, les avis non satisfaisants observés et les points qu'il n'a pas été possible de vérifier sont indiqués dans le §VII ci après. L'ensemble des avis et observations figurent dans le §VIII.

VII - RECAPITULATIF DES AVIS NON SATISFAISANTS ET NON VERIFIES

- **Accessibilité handicapé :**

Les caractéristiques des escaliers communs peuvent être amélioré pour l'accessibilité handicapé :

- 1ère et dernière contre marche a rendre contrasté
- bande podotactile en haut des volées- main courante dépassant d'un giron en haut et en bas de chaque volée

- Les sanitaires actuels ne sont pas adaptés pour les PMR.

- **Sécurité incendie :**

L'établissement étant accessible par ascenseurs, il devra répondre aux exigences de GN8.

La solution de base est l'utilisation d'espaces d'attentes sécurisés. Ils devront être au moins 2 dans l'établissement. Ce sont des locaux accessibles en permanence au public à proximité des escaliers. Ils doivent pouvoir accueillir 2 fauteuils roulants, leurs parois doivent être CF1h et leurs portes CF1/2h avec ferme porte, il doit y avoir une fenêtre manœuvrable, un extincteur et un bloc d'éclairage.

- L'isolement aux tiers n'est pas assuré actuellement au niveau des réseaux de ventilations (CTA et VMC). Les sondages visuelles à travers les faux plafonds, montrent que le réseau qui distribue le côté Est se relie dans une soffite en plaque de plâtre par l'intermédiaire de clapet coupe feu (l'origine de ce caisson n'a pu être déterminé avec certitude), le côté Ouest est relié à des colonnes montantes qui possèdent des clapets coupe-feu aux passages de dalles.

Le règlement de sécurité demande une indépendance total de ces réseaux, les clapets coupe-feu ne permettent pas de répondre à l'exigence, cependant une demande de dérogation pourrait être formuler auprès de la commission de sécurité.

- Les locaux d'archives, ménages seront à traiter en locaux à risques (paroi CF1h et porte CF1/2h + ferme porte)
- Les escaliers devant être encloisonnés, aucun local ne peut déboucher directement dans un escalier. Un SAS sera à créer vers le second escalier.
- Des extincteurs seront à prévoir
- Une alarme incendie sera à prévoir dans le local, ainsi que les autres équipement d'incendie (BAES, téléphone, plan d'intervention, consignes)
- Le cloisonnement intérieur du local a été considéré comme traditionnel (parois coupe feu entre locaux et entre locaux et circulation).

Si le choix du compartimentage est fait, une recoupement en deux du plateau sera à prévoir (cloison CF de façade à façade)

- Si le compartimentage est choisi, un désenfumage naturel sera à prévoir (possibilité de la faire par les fenêtres de façade à façade : a étudier lors de l'avancement du projet)

VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES

Les rapports spécifiques de l'avis sur existant confié à BUREAU ALPES CONTROLES figurent ci-après, à savoir :

- Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant
- Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie
- Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations

Signification des sigles utilisés pour les avis :

S	SATISFAISANT - Solidité : Les visites effectuées dans les limites citées en §IV.4 n'ont pas mis en évidence d'éléments remettant en cause la solidité de l'ouvrage. - Sécurité incendie et autres réglementations : Les visites effectuées dans les limites citées en §IV.4 et les documents observés n'ont pas mis en évidence d'éléments remettant en cause la conformité de l'établissement aux exigences réglementaires.
NS	NON SATISFAISANT - Solidité : Le point examiné, dans sa situation lors de notre visite, remet en cause la solidité de l'ouvrage. - Sécurité incendie et autres réglementations : L'exigence réglementaire identifiée n'est pas respectée dans la situation observée lors de nos visites.
NV	NON VERIFIE Solidité : il n'a pas été possible lors de la visite de donner un avis sur le point examiné. Sécurité incendie et autres réglementations : en cas d'impossibilité d'évaluer la conformité, notamment lorsque cette évaluation nécessiterait des essais en laboratoire, ou des investigations avec essais destructifs non autorisés par l'exploitant, le point est non vérifié.
SO	SANS OBJET L'ouvrage examiné n'existe pas ou l'article concerné ne s'applique pas.
HM	HORS MISSION Il s'agit d'un article qui ne s'applique pas compte tenu des limites de notre mission (voir §IV).
PM	POUR MEMOIRE Il s'agit d'un article ou d'un point nécessitant pas de constat de la part de l'intervenant.

VIII.1 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Code de la construction et de l'habitation Livre I, Titre VI, Chapitre IV - Etablissements recevant du public existants	PM	
R164-1-I	Domaine d'application du présent chapitre	PM	Applicable aux ERP existants ou créés dans un cadre bâti existant et aux installations ouvertes au public existantes
R164-1-II & III	Dispositions applicables ou solutions équivalentes	PM	Arrêté du 08/12/14 modifié –voir articles ci-dessous
R164-2-I	Travaux de modification ou d'extension dans ERP existants ou créés dans cadre bâti existant et IOP existantes : - a) à l'intérieur de volume ou surfaces existantes - b) construction de surfaces ou de volumes nouveaux à l'intérieur d'un cadre bâti existant		Maintien à minima des conditions d'accessibilité existantes Voir R164-1et arrêté du 08/12/14 modifié ci-dessous
R-164-2-II	Obligations pour les ERP existants ou créés dans cadre bâti existant, autres que ceux de 5ème catégorie : Obligation de mise en accessibilité selon R111-19-7 III Travaux d'accessibilité en cours à la date de parution de l'arrêté du 08/12/14 (JO du 13/12/14) Modifications ou renouvellement d'équipements		Arrêté du 08/12/14 modifié Application des articles 2 à 19 de l'arrêté du 01/08/06 avec possibilités de modalités particulières d'application selon les articles 3 à 11 de l'arrêté du 21 mars 2007 Arrêté du 08/12/14 modifié
R-164-2-III	Obligations pour les ERP existants ou créés dans un cadre bâti de 5ème catégorie et IOP existantes Obligation de fournir l'ensemble des prestations en vue desquelles l'établissement ou l'installation est conçu Modifications dans des parties de bâtiments accessibles Modifications dans des parties non accessibles aux usagers fauteuils roulants (UFR)		Application Arrêté du 08/12/14 modifié Application Arrêté du 08/12/14 modifié Application Arrêté du 08/12/14 modifié limité aux autres handicaps
R-164-2-IV	Application particulière : Réseaux souterrains de transports ferroviaires et de transports guidés	PM	Concerne le Maître d'ouvrage
R-164-3-I	Dérogation en cas de : impossibilité technique contraintes liées au patrimoine architectural disproportion manifeste Coût ou nature des travaux Rupture chaîne du déplacement refus des copropriétaires		Seuils financiers définis par arrêté à paraître
R-164-3-II	Etablissement remplissant une mission de service public : mesure de substitution obligatoire		
R-164-3-III	Modalités de dépôt et justifications à produire	HM	Selon arrêté à paraître
Art. R164-4	I- Conditions techniques d'application des articles R164-1 à R164-3 définies par arrêté	PM	Voir Arrêté du 08/12/14 modifié
	II- Caractéristiques spécifiques pour certains établissements (Enceintes sportives ; Etablissements avec prestation visuelle ou sonore)	PM	Arrêtés non parus
Art. R164-5	Règles particulières à certains établissements (Etablissements pénitentiaires ; militaires ; Centres de rétention administrative et locaux de garde à vue ; Chapiteaux tentes et structures gonflables ou non ; Etablissements flottants)	PM	Etablissements pénitentiaires : Arrêté du 29/12/2016 Autres établissements : Arrêté non paru
Art. 1	Arrête du 08/12/2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-4 du Code de la construction et de l'habitation. Les dispositions architecturales et les aménagements propres à assurer l'accessibilité des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes, avec ou sans travaux, satisfont aux obligations définies aux articles 2 à 19 Des solutions d'effet équivalent peuvent être mises en oeuvre Conditions de dépôt et d'obtention d'une solution d'effet équivalent	PM	A la charge du MOA

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Dispositions des articles 5 à 19 concernant : - les espaces de manoeuvre avec possibilité de demi-tour - les espace de manoeuvre de porte - les espace d'usage des équipements - la distance minimale entre la poignée de porte et l'angle rentrant Ne s'appliquent pas dans les étages et niveaux non accessibles aux fauteuils roulants		
Art. 2	Dispositions relatives aux cheminements extérieurs	HM	
Art. 3	Dispositions relatives au stationnement automobile	HM	
Art.4	Dispositions relatives aux accès à l'établissement ou l'installation	HM	
Art. 5	Dispositions relatives à l'accueil du public	S	
Art. 6	Dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales	S	
Art. 7	Dispositions relatives aux circulations intérieures verticales		
	7.1. escaliers		
	I. - Usage attendu Usage en sécurité y compris avec une aide appropriée	PM	
	II. - Caractéristiques minimales pour escaliers d'usage normal avec ou sans ascenseur		
	1° Caractéristiques dimensionnelles	HM	
	2° Sécurité d'usage Signalisation de la 1ère marche en haut et sur palier intermédiaire par contraste visuel et tactile	NS	Accessibilité handicapé : Les caractéristiques des escaliers communs peuvent être amélioré pour l'accessibilité handicapé : - 1ère et dernière contre marche a rendre contrasté - bande podotactile en haut des volées- main courante dépassant d'un giron en haut et en bas de chaque volée
	Contremarche pour la 1ère et dernière marche avec contraste visuel	NS	Accessibilité handicapé : Les caractéristiques des escaliers communs peuvent être amélioré pour l'accessibilité handicapé : - 1ère et dernière contre marche a rendre contrasté - bande podotactile en haut des volées- main courante dépassant d'un giron en haut et en bas de chaque volée
	Nez de marches contrastés, non glissants, sans débord excessif	S	
	Escalier éclairé selon art. 14 (150 lux)	HM	
	3° Atteinte et usage Main courante de chaque côté	S	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Située entre 0,80m et 1,00m de hauteur, dépassant les premières et dernières marches d'une longueur de marche, continue, rigide, préhensible, contrastée	NS	Accessibilité handicapé : Les caractéristiques des escaliers communs peuvent être amélioré pour l'accessibilité handicapé : - 1ère et dernière contre marche a rendre contrasté - bande podotactile en haut des volées- main courante dépassant d'un giron en haut et en bas de chaque volée
	Discontinuité de la main courante 10 cm maxi pour escaliers à fut central	S	
	7.2. Ascenseurs	HM	
Art.8	Dispositions relatives aux tapis roulants, escaliers mécaniques et plans inclinés	SO	
Art.9	Dispositions relatives aux revêtements des sols, murs et plafonds des parties communes	PM	
Art.10	Dispositions relatives aux portes, portiques et sas	S	
Art. 11	Dispositions relatives aux locaux ouverts au public, aux équipements et dispositifs de commande.	S	
Art. 12	Dispositions relatives aux sanitaires	NS	Les sanitaires actuels ne sont pas adaptés pour les PMR.
Art. 13	Dispositions relatives aux sorties	S	
Art. 14	Dispositions relatives à l'éclairage	HM	
Art. 15	Dispositions supplémentaires applicables à certains types d'établissement	PM	Article 16 à 19
Art 16	Dispositions supplémentaires relatives aux établissements recevant du public assis	PM	
Art. 17	Dispositions supplémentaires relatives aux établissements comportant des locaux d'hébergement	SO	Etablissements d'hébergements hôteliers, hôpitaux, internats, maisons de retraite...
Art. 18	Dispositions supplémentaires relatives aux cabines et espaces à usage individuel	SO	
Art. 19	Dispositions supplémentaires relatives aux caisses de paiement et aux dispositifs disposés en batterie ou en série	SO	
Art. 20	Sous-titrage en français	PM	
Art. 21	Abrogation de l'arrêté du 21/03/2007	PM	
Art. 22	Date d'application : 1er janvier 2015	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 23	Publication au journal officiel	PM	

VIII.2 - Classement et référentiel

Présentation de l'établissement :

Selon les informations recueilli lors de la visite auprès du propriétaire actuel

Le plateau se trouve au 2d étage d'un immeuble de bureau.

Au dessus, se trouvent des locaux non ERP (bureaux en code du travail)

Au 1^{er} étage, se trouvent des locaux non ERP (bureaux en code du travail)

Au rdc se trouve un ERP du 1^{er} groupe

Le local objet du projet est à plus de 8m du sol.

Il est accessible par 2 escaliers encloisonnés et par ascenseurs.

Le local sera utilisé pour un service de santé étudiant, et comportera des bureaux de consultations médicales.

Description sommaire des installations :

Installations vues pendant la visite :

Ventilation de confort

Chauffage eau chaude (batterie eau chaude sur les bouche de ventilation ?)

Réseau de VMC dans les sanitaires

Comptage électrique propre au plateau

Porte coupe feu avec ferme porte sur l'accès aux escaliers

Déclencheur d'alarme incendie et sirène sur le palier devant les ascenseurs

Bloc d'éclairage de sécurité incendie dans les parties communes

Date d'application du référentiel réglementaire : 10/04/2025

Classement :

Selon W2 l'effectif est calculé sur déclaration du maitre d'ouvrage

Il est envisageable de compter

1 personne au titre du public par bureau de consultation

1 personne au titre du personne par bureau

Bureaux de consultations : 16 personnes au titres du public et 16 personnel

Bureaux poste de travail : 6 personnes + 1 accueil + 2 médecine du travail

Salle d'attente : 16 personnes

TOTAL public = 36 personnes

TOTAL personnel = 25 personnes

Total = 61 personnes

L'effectif comptant pour le classement ERP est celui du public seul, ici 36 personnes. L'établissement serait un ERP de 5^{ème} catégorie de type W

5^{ème} catégorie de type W
--

PV de commission de sécurité justifiant le classement :

Réglementation applicable :

- Code de la Construction et de l'Habitation - Article L143-2 ; R143-1 à R143-47.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public

- Arrêté du 21/04/1983 portant approbation des dispositions particulières applicables au type W
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie.

Prescriptions particulières demandées par la commission de sécurité :

Autres prescriptions particulières :

VIII.3 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Livre Premier Dispositions Applicables à Tous les Etablissements Recevant du Public		Arrêté du 25/06/1980 modifié par arrêté du 09/08/2023 et précédents.
	Section I - Classement des Etablissements		
GN 1	Classement des établissements.	PM	Cf « Classement et référentiel »
GN 2	Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux.	PM	
GN 3	Classement des groupements d'établissements et des établissements en plusieurs bâtiments isolés entre eux.	PM	
	Section II - Adaptation des Règles de Sécurité et Cas Particuliers d'application du Règlement		
GN 4	Procédure d'adaptation des règles de sécurité.	PM	A respecter par l'exploitant.
GN 5	Etablissement comportant des locaux de types différents.	HM	
GN 6	Utilisation exceptionnelle des locaux.	HM	
GN 7	Etablissements situés dans les immeubles de grande hauteur.	SO	
GN 8	Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrés lors de l'évacuation.	NS	
			Sécurité incendie : L'établissement étant accessible par ascenseurs, il devra répondre aux exigences de GN8. La solution de base est l'utilisation d'espaces d'attentes sécurisés. Ils devront être au moins 2 dans l'établissement. Ce sont des locaux accessibles en permanence au public à proximité des escaliers. Ils doivent pouvoir accueillir 2 fauteuils roulants, leurs parois doivent être CF1h et leurs portes CF1/2h avec ferme porte, il doit y avoir une fenêtre manœuvrable, un extincteur et un bloc d'éclairage.
GN 9	Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants.	PM	
GN 10	Application du règlement aux établissements existants.	PM	
	Section III - Contrôle des Etablissements		
GN 11	Notification des décisions.	PM	
GN 12	Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction.	PM	
	Section IV - Travaux		
GN 13	Travaux dangereux.	HM	A respecter par l'exploitant.
	Section V - Normalisation		
GN 14	Conformité aux normes - Essais de laboratoires.	PM	
	Livre III Dispositions Applicables aux Etablissements de 5ème Catégorie		Arrêté du 22/06/1990 modifié par arrêté du 09/08/2023 et précédents.
	Chapitre 1 - Dispositions Générales		
PE 1	Objet - Textes applicables	S	
PE 2	Etablissements assujettis	S	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
PE 3	Calcul de l'effectif	S	<p>Selon W2 l'effectif est calculé sur déclaration du maitre d'ouvrage</p> <p>Il est envisageable de compter 1 personne au titre du public par bureau de consultation 1 personne au titre du personne par bureau</p> <p>Bureaux de consultations : 16 personnes au titres du public et 16 personnel Bureaux poste de travail : 6 personnes + 1 accueil + 2 médecine du travail Salle d'attente : 16 personnes</p> <p>TOTAL public = 36 personnes TOTAL personnel = 25 personnes</p> <p>Total = 61 personnes</p> <p>L'effectif comptant pour le classement ERP est celui du public seul, ici 36 personnes. L'établissement serait un ERP de 5ème catégorie de type W</p>
PE 4	Vérifications techniques	HM	
	Chapitre 2 - Règles Techniques		
	Section I - Construction, Dégagements, Gains		
PE 5	Structures	S	<p>Le plancher bas étant à plus de 8m du sol de la voie pompier, le bâtiment doit être SF1h.</p> <p>La structure visible au travers des faux plafonds semble être en maçonnerie et béton.</p>
PE 6	Isolement - Parc de stationnement	NS	<p>L'isolement aux tiers n'est pas assuré actuellement au niveau des réseaux de ventilations (CTA et VMC). Les sondages visuelles à travers les faux plafonds, montrent que le réseau qui distribue le coté Est se relie dans une soffite en plaque de plâtre par l'intermédiaire de clapet coupe feu (l'origine de ce caisson n'a pu être déterminé avec certitude), le coté Ouest est relié à des colonnes montantes qui possèdent des clapets coupe-feu aux passages de dalles.</p> <p>Le règlement de sécurité demande une indépendance total de ces réseaux, les clapets coupe-feu ne permettent pas de répondre à l'exigence, cependant une demande de dérogation pourrait être formuler auprès de la commission de sécurité.</p>
PE 7	Accès des secours	S	
PE 8	Enfouissement	SO	
PE 9	Locaux présentant des risques particuliers	NS	Les locaux d'archives, ménages seront à traiter en locaux à risques (paroi CF1h et porte CF1/2h + ferme porte)
PE 9§1	Isolement des locaux présentant des risques particuliers		
PE9§2	Isolement des locaux de stockage de butane et de propane commerciaux		
PE9§2	Ventilation des locaux de stockage de butane et de propane commerciaux		
PE 10A	A - Stockage et utilisation de récipients contenant des hydrocarbures		
PE 10B §1	B - Installations de gaz combustibles (Application règle habitation)		
PE 10B §2	B - Installations de gaz combustibles (application règle ERP)		
PE 11	Dégagements		
PE11 §1	Généralités	S	
PE11 §2	Portes	S	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
PE11 §3	Calcul des dégagements	S	Tout d'abord il faut vérifier les dégagements du local : Il y a 61 personnes au total à évacuer. Il faut au moins 2 sortie de 1UP, on a 2 sorties de 1UP pour le local Puis vérifier si les escaliers existant peuvent évacuer toutes les personnes du bâtiment. Hypothèses : 30 personnes par étages de bureaux occupés par des tiers = 120 personnes en plus dans les escaliers. Pour évacuer 181 personnes on a besoin de 2 escaliers totalisant 3 UP.. LARGEUR ESCALIER A VERIFIER SUR PLACE
PE11 §4	Communication avec les tiers	S	Les escaliers devant être encloisonnés, aucun local ne peut déboucher directement dans un escalier. Un SAS sera à créer vers le second escalier.
PE11 §5	Prise en compte de l'effectif "personnel"	S	
PE11 §6	Escaliers encloisonnés	NS	
PE 12	Conduits et gaines	S	
Section II - Aménagements Intérieurs			
PE 13 §1	Comportement au feu des matériaux	S	
PE 13 §2	Appareils fonctionnant à l'éthanol	SO	
Chapitre III - Aménagements intérieurs, décoration et mobilier			
AM 1	Généralités.	PM	
Section I – Produits et Matériaux de Parois			
AM 2	Produits et matériaux de parois.	PM	
AM 3	Parois des dégagements protégés.	HM	
AM 4	Parois verticales des dégagements non protégés et des locaux.	S	
AM 5	Plafonds des dégagements non protégés et des locaux.	S	
AM 6	Parties transparentes ou translucides incorporées dans les plafonds suspendus ou tendus des dégagements non protégés et des locaux.	SO	
AM 7	Sols des dégagements non protégés et des locaux.	S	
AM 8	Produits d'isolation.	S	
AM 9 - AM 10	Section II - Eléments de Décoration	SO	
AM 11 - AM 14	Section III - Tentures, Portières, Rideaux, Voilages, Cloisons coulissantes ou repliables	SO	
Section IV - Gros Mobilier, Agencement Principal, Planchers Légers Surélevés			
AM 15	Principe général.	S	
AM 16	Gros mobilier, agencement principal.	S	
AM 17	Planchers légers surélevés.	SO	
AM 18	Rangées de sièges.	SO	
AM 19	Arbres de Noël et décorations florales.	PM	A respecter par l'exploitant
AM 20	Appareils fonctionnant à l'éthanol	SO	
Section III - Désenfumage			
PE 14	Désenfumage		
PE14§1-2	Désenfumage naturel	SO	
PE14§3	Désenfumage mécanique	HM	
PE 15 - PE 19	Section IV - Installations d'appareils de Cuisson destinés à la restauration	SO	La puissance de cuisson sera inférieur à 20kW

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Section V - Chauffage, Ventilation		
PE 20§1	Généralités (Application PE21 à 23)	S	
PE 21 §1,2,4	Installations d'appareils à combustion (Fonctionnant au gaz)	HM	
PE 21 §1,2,4	Installations d'appareils à combustion (autres combustibles)	HM	
PE 21 §3	Appareils à production - émission électriques	SO	
PE 21 §3	Appareils à production - émission à combustion	SO	
PE 22	Traitement d'air et ventilation	S	
PE 23	Installation de ventilation mécanique contrôlée	S	
	Section VI - Installations Electriques		
PE 24	Installations électriques, éclairage	HM	
PE 25 - PE 25§6	Section VII - Ascenseurs, Escaliers Mécaniques et Trottoirs Roulants	HM	
	Section VIII - Moyens de Secours		
PE 26	Moyens d'extinction		
PE 26§1	Extincteurs	NS	Des extincteurs seront à prévoir
PE 26§2	Colonnes sèches	S	colonne sèche en place dans les escaliers
PE 27	Alarme, alerte, consignes	NS	Une alarme incendie sera à prévoir dans le local, ainsi que les autres équipement d'incendie (BAES, téléphone, plan d'intervention, consignes)
PE 28 - PE 37	Chapitre 3 - Règles Complémentaires pour les Etablissements comportant des Locaux réservés au sommeil	SO	
PO 1 - PO 13	Chapitre 4 - Règles Spécifiques aux Hôtels	SO	
PU 1 - PU 6	Chapitre 5 - Règles Spécifiques aux Etablissements de soins	SO	Classement en type W (bureau) simple. Si la commission de sécurité demande un classement en type PU, les prescriptions de ces articles ne modifient pas les points vus ci dessus.

VIII.4 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Sécurité des occupants CODE DU TRAVAIL Livre II Titre I Chapitre IV SECURITE DES LIEUX DE TRAVAIL Section I Caractéristiques des bâtiments		Code du travail modifié par décret du 2011-1461 du 7 novembre 2011 et précédents.
R4214-5	Les ouvrants en élévation ou en toiture	S	
R4214-6	Parois transparentes ou translucides	HM	
R4214-7	Dimensions et caractéristiques des portes et des portails - Application des articles R4224-9 à 13	HM	
R4224-9	Portes et portails en va-et-vient sont transparents ou possèdent des panneaux transparents	HM	
R4224-10	Protection contre les heurts pour parties vitrées	HM	
R4224-11	Système de sécurité sur portes et portails : coulissants les empêchant de sortir de leur rail et de tomber s'ouvrant vers le haut les empêchant de retomber		
R4224-12	Contrôle régulier des portes et portails	HM	
R4224-13	Fonctionnement des portes et portails sans risque pour les travailleurs- application arrêté du 21/12/93		
R4214-8	Dispositifs de sécurité des portes et des portails		
	Section 2 Voies de circulation et accès		
R4214-9	Généralités implantation et dimension des voies de circulation, y compris escaliers et échelles fixes	HM	
R4214-10	Sécurité d'utilisation des portes et dégagements piétons par rapport aux voies de circulation véhicules	HM	
R4214-11	Marquage au sol des voies de circulation si nécessaire	HM	
R4214-12	Portes pour piétons à proximité des portails destinés aux véhicules	HM	
R4214-13	Domaine d'application des articles R4214-9 à R4214-12	HM	
R4214-14	Signalisation des zones de danger	HM	
R4214-15	Dispositions générales relatives aux escaliers, trottoirs roulants, ascenseurs et monte-charge		
R4214-16	dispositifs d'arrêt d'urgence pour escaliers et trottoirs roulants		
R4214-17	Circulation et postes de travail à l'air libre	HM	
R4214-18 - R4214-21	Section 3 : Quais et rampes de déchargement	SO	
R4214-22 à 25	Section 4 : Aménagement des lieux et postes de travail	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4214-26 à 28	Section 5 : Accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés	HM	Voir mission spécifique
	Chapitre V		
R4215-1 - R4215-17	INSTALLATIONS ELECTRIQUES	HM	Décret N° 2010-1017 du 30 août 2010
	CHAPITRE VI Risques d'incendies et d'explosions et évacuation		
	Section 1 Dispositions générales		
R4216-1	Etablissements visés par la présente section	S	
R4216-2	Dispositions générales : Evacuation, accès des secours, limitation propagation	S	(Décret n°2011-1461 du 07/11/2011)
R4216-2.1	Espaces d'attente sécurisés ou espaces équivalents pour évacuation différée	NS	Sécurité incendie : L'établissement étant accessible par ascenseurs, il devra répondre aux exigences de GN8. La solution de base est l'utilisation d'espaces d'attentes sécurisés. Ils devront être au moins 2 dans l'établissement. Ce sont des locaux accessibles en permanence au public à proximité des escaliers. Ils doivent pouvoir accueillir 2 fauteuils roulants, leurs parois doivent être CF1h et leurs portes CF1/2h avec ferme porte, il doit y avoir une fenêtre manœuvrable, un extincteur et un bloc d'éclairage.
R4216-2.2	Caractéristiques des espaces équivalents	SO	
R4216-2.3	Exemption des espaces d'attente sécurisés ou de locaux équivalents	SO	
R4216-3	Isolement des Tiers	S	
R4216-4	Détermination de l'effectif	S	
	Section 2 Dégagements		
R4216-5	Largeur des dégagements.	S	
R4216-6	Application des articles R4227-4 à 14 à l'exception de R4227-5 et R4227-12	S	
R4227-4	Dispositions générales absence de cul de sac	S	
R4227-6	Manoeuvre des portes	S	
R4227-7	Portes coulissantes, à tambour et s'ouvrant vers le haut	SO	
R4227-8	Ascenseurs, monte-charge, chemins et tapis roulants non comptabilisés dans les dégagements	HM	
R4227-9	Conception escaliers	HM	
R4227-10	Sécurité d'utilisation des escaliers	HM	
R4227-11	Dissociation escaliers Etages / sous-sols	S	
R4227-13	Signalisation des issues	S	
R4227-14	Eclairage de sécurité	S	
R4216-7	Saillies et dépôts	S	
R4216-8	Nombre et largeur exigible des dégagements	S	
R4216-9	Dégagements des locaux situés en sous-sol.	HM	
R4216-10	Locaux situés à plus de 6 m en dessous du niveau moyen des seuils d'évacuation	HM	
R4216-11	Distances maximales des itinéraires de dégagements	S	
R4216-12	Dispositions relatives aux escaliers	S	
	Section 3 Désenfumage		
R4216-13	Définition des zones à désenfumer : locaux en fonction de la surface et escaliers	S	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4216-14	Règles de dimensionnement et d'installation du désenfumage naturel	S	
R4216-15	Règles de dimensionnement du désenfumage mécanique	HM	
R4216-16	Voir arrêté d'application	PM	
R4216-17 - R4216-20	Section 4 Chauffage des Locaux	HM	
R4216-21-1 - R4216-23	Section 5 Stockage ou Manipulation de matières inflammables	HM	
	Section 6 - Bâtiments dont le plancher bas du dernier étage est situé à plus de 8 mètres du sol		
R4216-24	Dispositions complémentaires prenant en compte l'augmentation des risques en cas de sinistre : (Stabilité au feu structure ; Isolement des Tiers)	S	
R4216-25	Accès aux façades	S	
R4216-26	Protection des escaliers	S	
R4216-27	Dispositions pour la distribution intérieure et aménagements intérieurs	S	
R4216-28	Prise en compte de la classification des matériaux et des éléments de construction dans les prescriptions de l'article précédent	HM	
R4216-29	Voir arrêté pour modalités d'application	HM	
	Section 7 - Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie		
R4216-30	Application des articles R4227-28 à R4227-41	S	
R4227-28	Responsabilité employeur	PM	
R4227-29	Extincteurs	NS	Des extincteurs seront à prévoir
R4227-30	RIA, colonne sèche, colonne humide, installation fixe d'extinction automatique, installation de détection automatique si nécessaire	HM	colonne sèche
R4227-31	Accès et manipulation faciles	HM	
R4227-32	Bac avec sable ou terre meuble selon nécessité	HM	
R4227-33	Signalisation des moyens d'extinction	S	
R4227-34	Système d'alarme sonore si plus de 50 personnes ou établissements avec manipulation ou mise en oeuvre de matières inflammables (R4227-22)	NS	Une alarme incendie sera à prévoir dans le local, ainsi que les autres équipement d'incendie (BAES, téléphone, plan d'intervention, consignes)
R4227-35	Diffusion par bâtiment si les bâtiments sont isolés entre eux	HM	
R4227-36	Caractéristiques de l'alarme sonore (Audibilité, durée de 5 mn, pas de confusion avec autre signal sonore)	NS	Une alarme incendie sera à prévoir dans le local, ainsi que les autres équipement d'incendie (BAES, téléphone, plan d'intervention, consignes)
R4227-37	Règles d'implantation des consignes de sécurité	NS	Une alarme incendie sera à prévoir dans le local, ainsi que les autres équipement d'incendie (BAES, téléphone, plan d'intervention, consignes)
R4227-38	Contenu des consignes de sécurité	NS	Une alarme incendie sera à prévoir dans le local, ainsi que les autres équipement d'incendie (BAES, téléphone, plan d'intervention, consignes)
R4227-39	Essais et visites périodiques (Tous les 6 mois au moins)	HM	A la charge de l'employeur
R4227-40	Transmission consigne de sécurité à l'inspection du travail	HM	
R4227-41	Arrêtés spécifiques	PM	
	Section 8 – Prévention des explosions		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4216-31	Dispositions relatives à la prévention des explosions	HM	<p>Section 9 – Dispenses de l'autorité administrative</p> <p>Modalités pour obtention de dispenses</p> <p>Enquête de l'inspecteur du travail</p> <p>Délai de réponse suite à recours</p> <p>Arrêté du 5 Août 1992</p> <p>Section I - Dispositions applicables aux bâtiments dont le plancher bas du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol</p> <p>Art. 1 Généralités.</p> <p>Art. 2 Référence à la classification des matériaux et des éléments de construction.</p> <p>Art. 3 Accessibilité des bâtiments.</p> <p>Art.4 Isolement latéral et prescriptions relatives aux couvertures.</p> <p>Art.5 Plancher sur vide sanitaire non aménageable.</p> <p>Art.6 Cloisonnement traditionnel. Compartiments. Locaux à risques particuliers.</p> <p>Art. 7 Recoupement des combles inaccessibles. Gaines et conduits.</p> <p>Art.8 Escaliers et ascenseurs encloués Escaliers et ascenseurs à l'air libre</p> <p>Art. 9 Revêtements muraux des locaux et dégagements Plafonds et plafonds suspendus des locaux et dégagements Parties translucides et transparentes incorporées dans les plafonds Revêtements de sol Revêtements des escaliers encloués Revêtements en matériaux isolants Eléments de décoration Tentures, portières, rideaux, voilages Gros mobiliers, agencement principal, plancher légers en superstructure</p> <p>Section II - Dispositions relatives au désenfumage et aux cantons de désenfumage de certains locaux ou dégagements de bâtiments destinés à l'activité des établissements mentionnés aux articles R4227-1 & 2 du Code du travail</p> <p>Art.10 Généralités.</p> <p>Art.11 Locaux et dégagements où un désenfumage est obligatoire.</p> <p>Art.12 Désenfumage naturel.</p> <p>Art.13 Désenfumage par tirage mécanique.</p> <p>Art.14 Règles relatives aux systèmes de désenfumage</p> <p>Art.14 - Règles relatives aux systèmes de désenfumage naturel</p> <p>Art.14 - Règles relatives aux systèmes de désenfumage mécanique</p> <p>Art.14 - Alimentation électrique des installations de désenfumage mécanique.</p> <p>Art.14 Atrium : règles de construction suivant l'IT 263</p> <p>Art.14 Atrium : principes de désenfumage suivant IT 263</p> <p>Art.15 Vérification des installations de désenfumage.</p> <p>Art.15 Installations de Chauffage</p>
R4216-32	Modalités pour obtention de dispenses	PM	
R4216-33	Enquête de l'inspecteur du travail	PM	
R4216-34	Délai de réponse suite à recours	PM	
	Arrêté du 5 Août 1992		
	Section I - Dispositions applicables aux bâtiments dont le plancher bas du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol		
Art. 1	Généralités.	S	
Art. 2	Référence à la classification des matériaux et des éléments de construction.	HM	
Art. 3	Accessibilité des bâtiments.	S	
Art.4	Isolement latéral et prescriptions relatives aux couvertures.	HM	
Art.5	Plancher sur vide sanitaire non aménageable.	HM	
Art.6	Cloisonnement traditionnel. Compartiments. Locaux à risques particuliers.	NS	
Art. 7	Recoupement des combles inaccessibles. Gaines et conduits.	HM	
Art.8	Escaliers et ascenseurs encloués Escaliers et ascenseurs à l'air libre	S	
Art. 9	Revêtements muraux des locaux et dégagements Plafonds et plafonds suspendus des locaux et dégagements Parties translucides et transparentes incorporées dans les plafonds Revêtements de sol Revêtements des escaliers encloués Revêtements en matériaux isolants Eléments de décoration Tentures, portières, rideaux, voilages Gros mobiliers, agencement principal, plancher légers en superstructure	HM	
	Section II - Dispositions relatives au désenfumage et aux cantons de désenfumage de certains locaux ou dégagements de bâtiments destinés à l'activité des établissements mentionnés aux articles R4227-1 & 2 du Code du travail		
Art.10	Généralités.	S	
Art.11	Locaux et dégagements où un désenfumage est obligatoire.	S	
Art.12	Désenfumage naturel.	NS	
Art.13	Désenfumage par tirage mécanique.	SO	
Art.14	Règles relatives aux systèmes de désenfumage		
Art.14	- Règles relatives aux systèmes de désenfumage naturel		
Art.14	- Règles relatives aux systèmes de désenfumage mécanique		
Art.14	- Alimentation électrique des installations de désenfumage mécanique.		
Art.14	Atrium : règles de construction suivant l'IT 263		
Art.14	Atrium : principes de désenfumage suivant IT 263		
Art.15	Vérification des installations de désenfumage.		
Art.15	Installations de Chauffage		
Arrêté du 23/06/1978	Installations de Chauffage	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Arrêté du 21/03/19 68	Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquides	SO	
Arrêté du 01/0720 04	Installations de Stockage Produits petroliers	SO	
Arrêté du 30/07/19 79	Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquéfiés	SO	
Arrêté du 23/02/20 18	Installations de Gaz	HM	
Arrêté du 22/10/19 69	Conduits de Fumée	HM	
D. 2-4- 26 D.18- 1-43 D.13-12- D. 2-4- 26 D.18- 1-43 D.13-12-	APPAREILS SOUS PRESSION DE GAZ ET DE VAPEUR Preuve de conformité des appareils sous pression de gaz et de vapeur par le marquage approprié.		